Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-280** **09/04/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 9

Objet : Appel à candidatures : 9 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du «2ème cercle» ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence des aires marines protégées :

1 poste de chargé(e) de mission "sensibilisation scientifique REMMOA" (Catégorie A ou agent contractuel) à NOUMEA (Nouvelle-Calédonie).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, travail (ANSES) :

1 poste de chef(fe) de projet immobilier (Catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques et techniques en évaluation des risques liés à la nutrition (Catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) :

1 poste de directeur(rice) de l'unité de recherche technologies et systèmes d'information pour les agrosystèmes (catégorie A) à AUBIERE (63).

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt :

1 poste d'adjoint(e) au conseiller pour les affaires agricoles pour les pays de l'ASEAN (catégorie A ou A+) à SINGAPOUR.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste de chargé(e) d'études et de développement (catégorie A ou agent contractuel) à MOULINS-LES-METZ (57).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste d'ingénieur(e) d'appui aux politiques de l'eau (catégorie A) à COMPIEGNE (60).

Parc Nationaux de France :

1 poste de webmanager (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à MONTPELLIER (34).

Parc National Le Mercantour :

1 poste de chargé(e) de mission patrimoine culturel (catégorie A ou agent contractuel) à NICE (06).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Laurent NOUCHI

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé :

Intitulé du poste : Chargé(e) de mission « sensibilisation scientifique REMMOA » (H/F)

Catégorie ou niveau d'études : ouvert **en priorité aux fonctionnaires** de catégorie A et à défaut aux personnels non titulaires de niveau équivalent. A titre dérogatoire, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi par voie contractuelle.
Niveau Bac + 3 sensibilisation ou médiation scientifique.
Expérience requise : 2 ans minimum sur un poste équivalent
Résidence administrative : Nouméa (Nouvelle-Calédonie)
Position administrative : position normale d'activité ou détachement sur contrat pour les fonctionnaires, contrat à durée déterminé de 12 mois pour les agents non titulaires.

Contexte

L'Agence des aires marines protégées est un établissement public administratif, créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'Agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale pour le compte des politiques publiques de protection du milieu marin.
Basée à Brest, elle est présente sur les trois façades maritimes métropolitaines (Le Havre, Brest, Toulon) et en outre-mer (Mayotte, Polynésie française, Antilles, Nouvelle Calédonie).

L'espace marin situé en outre-mer représente 87 % du domaine maritime français et est assez mal connu. En partenariat avec l'Universté de la Rochelle (via le Centre de recherche des mammifères marins) et le CNRS (UMS-Pelagis), l'Agence des aires marines protégées a lancé en 2008, sur toutes les eaux sous juridiction française situées autour des collectivités d'outre-mer françaises, un inventaire des populations de mammifères marins, oiseaux marins, tortues marines, et autres grands vertébrés marins (raies, requins,…). L'objectif général de REMMOA, est d'abord d'établir une cartographie initiale de l'abondance relative et de la composition des peuplements de la mégafaune pélagique. Cet état initial doit améliorer les connaissances sur la biodiversité, la répartition des espèces et identifier les habitats principaux et secteurs prioritaires pour la conservation de ces espèces et populations. Le recensement par observation aérienne est la méthode retenue
Après la Caraïbe française, la Guyane, le sud-ouest de l'océan Indien et la Polynésie française, l'Agence organise en 2014 le volet Nouvelle-Calédonie avec extension de la campagne à Wallis–et-Futuna. REMMOA se déroulera de façon opérationnelle d'octobre 2014 à Février 2015. Au-delà de l'acquisition de données, REMMOA en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna sera l'occasion de sensibiliser la population locale à la connaissance de la mégafaune présente dans leur milieu marin. Un volet pédagogique avec les scolaires est notamment prévu ainsi qu'une médiatisation de la campagne à travers différents relais d'information locaux.

Il est à noter que la Nouvelle-Calédonie, en tant que Pays d'outre-mer, dispose de compétences en propre telles que l'environnement et d'éducation scolaire.

✶ Nature de l'activité

Sous la responsabilité hiérarchique du chef de l'Antenne de l'Agence des aires marines protégées en Nouvelle-Calédonie (quatre personnes), le/la chargé(e) de mission jouera le rôle d'interface entre l'antenne de l'Agence de Nouvelle-Calédonie et ses interlocuteurs du siège, avec les acteurs locaux de la campagne (associations, médias, écoles…) ainsi qu'avec le chef opérationnel de la mission REMMOA délégué à l'université de La Rochelle (CRMM). En interne, il/elle travaillera sous le pilotage fonctionnel de la responsable de la communication de l'Agence et travaillera en interactions fortes avec le chef de projet scientifique de la campagne REMMOA Nouvelle Calédonie et avec la chargée des relations institutionnelles et du mécénat de l'Agence. A noter qu'une grande partie de la mission sera tournée sur l'opérationnel et le terrain.

Le/la chargé(e) de mission aura pour missions principales :

- La coordination de la sensibilisation et communication de la campagne sur le plan local avec les différents partenaires et/ou relais : associations environnementales, institutionnels, partenaires scientifiques locaux …(en amont/pendant/après)
- La sensibilisation du grand public et du public scolaire à travers notamment l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de dispositifs pédagogiques en amont, pendant et après la campagne REMMOA. Des actions de relais de la campagne sont également attendues en partenariat avec une des principales associations environnementales dédiées à la protection des mammifères marins.
- Le montage d'actions de sensibilisations des scolaires en lien avec le ministère de l'éducation rattaché au gouvernement de Nouvelle-Calédonie, animation de ces actions dans un panel de classes,
- L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication locale avant, pendant et après la campagne. Développement et alimentation d'outils de communication (plaquette, blog de campagne, conférences publiques…)
- L'appui et la coordination en local de la production et réalisation d'un film dédié à la campagne.
- Les relations presse locales, voire nationales autour de la campagne.
- La centralisation d'un fonds documentaire de la campagne REMMOA (photos, vidéos, cartes…) et gestion et suivi des droits associés d'exploitation.

  …

Qualités requises

- Maitrise de la gestion de projet dans le domaine de la vulgarisation et médiation scientifique
- Expérience significative de médiation scientifique
- Maitrise des chaines de production et politiques éditoriales dans les domaines de l'édition, du Web et de l'audiovisuel
- Maitrise des logiciels de bureautique en environnement PC.
- Forte capacité à travailler en équipe et en mode projet associant des collaborateurs internes et externes ainsi que des prestataires.
- Forte capacité d'adaptation, d'organisation, d'anticipation dans un contexte local spécifique.
- Permis B : mobilité indispensable et déplacements fréquents sur les trois provinces de Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna.
- Connaissance du milieu marin.
- Connaissance de la culture Kanak appréciée.
- Bonne gestion du stress et aptitude à travailler dans des délais contraints.
- Capacité de travailler en autonomie et d'être force proposition.

Candidatures

Date limite des candidatures: 27 avril 2014
Prise de poste souhaitée : 1 juin 2014

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae ; et **faire impérativement apparaître le statut du candidat (fonctionnaire ou contractuel)**.

Elles sont à adresser :

- soit par mail : recrutement@aires-marines.fr en **indiquant impérativement** dans **l'objet de votre mail la référence «M355»**

- soit par courrier à l'adresse suivante : Agence des aires marines protégées : 16 quai de la Douane _ CS 42932_ 29229 BREST cedex 2.

Pour toutes informations d'ordre technique sur le poste, contact :
Aspects scientifiques :
Pierre Watremez : pierre.watremez@aires-marines.fr
Aspects sensibilisation et communication :
Agnès Poiret : agnes.poiret@aires-marines

Date : 04/04/2014

Poste à pourvoir	**Chef de projet immobilier (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 6 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction technique et informatique
Service du Patrimoine et des Investissements Immobiliers(SP2I)

Missions / contexte

Composé de 5 personnes, le SP2I a pour mission la mise en œuvre du Schéma Pluriannuel de Stratégie immobilière de l'ANSES. Dans ce cadre, il mène des actions selon 5 niveaux d'interventions :

- Il participe à la définition de la programmation annuelle et pluriannuelle (PPI) en cohérence avec la politique immobilière et les orientations scientifiques de l'agence.
- Il exerce la maîtrise d'ouvrage des opérations immobilières engagées par l'agence en construction neuve, travaux de réhabilitation et de GER (gros entretien, rénovation).
- Il coordonne le montage opérationnel des projets et en assure le suivi technique, juridique, administratif et financier.
- Il veille à l'application du référentiel normatif technique et règlementaire de la construction
- Il initie la mise en place d'une base de données patrimoniale.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'Anses mène actuellement plusieurs opérations qui nécessitent le renfort temporaire de l'équipe par une compétence experte et dynamique. Placé sous la responsabilité du chef de service, le chef de projet immobilier assure la conduite d'opérations immobilières –construction neuve, réhabilitation, aménagement – pour le compte de l'ANSES.

Activités

En vue de la définition et de la mise en œuvre optimale des moyens nécessaires à la réalisation des opérations qui lui seront confiées, le chef de projet sera amené à

- Réaliser des études d'opportunité et de faisabilité.
- Piloter des missions de programmation.
- Préparer les pièces techniques des dossiers de consultations études et travaux.
- Piloter les missions de maîtrises d'œuvre et missions associées en phase études et travaux.
- Assurer la gestion administrative, financière et juridique des opérations
- Veiller à la bonne réalisation des phases de réception.
- Evaluer et contrôler la qualité des services rendus par les prestataires.

Certaines opérations de petite envergure pourront faire l'objet d'une maîtrise d'œuvre interne : dans ce cadre le chef de projet devra prendre en charge l'ensemble des activités nécessaires à la réalisation de l'opération : de la programmation à la réception des travaux.

Conditions particulières

Déplacements en province.
Respect des règles de confidentialité.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac +5, Architecte

Expériences similaires

Expériences de toute nature dans le domaine de la construction intégrant une expérience en suivi de chantiers (agences d'architecture, bureaux d'études, maîtres d'ouvrages publics ou privés).
Nombre d'années d'expériences souhaité : supérieur ou égal à 10 ans.

Compétences

- Maîtrise des techniques et normes de construction.
- Bonne connaissance des règlementations : loi MOP, hygiène et sécurité, développement durable, code des marchés publics, ….
- Aptitude au travail en équipe pluridisciplinaire, à l'animation de réunion.
- Sens de l'organisation, rigueur et fiabilité,
- Autonomie dans le travail et reporting auprès du chef de service
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Maîtrise des logiciels bureautiques et CAO (Word, Excel, Autocad, à minima)

>>> Disponibilité : déplacements sur les sites en province à prévoir.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 avril 2014

Renseignements sur le poste : Marie-Christine LARSONNEUR, Chef du service SP2I

(marie-christine.larsonneur@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-046 à : recrutement@anses.fr

Date : 09/04/2014

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques en évaluation des risques liés à la nutrition (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (fin de CDD : 30/11/2014)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « Evaluation des risques liés à la nutrition » (UERN)

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité « Evaluation des risques liées à nutrition » (UENRN) est composée de 10 scientifiques. Elle assure l'animation, la coordination et le suivi des travaux du Comité d'experts spécialisés (Ces) « Nutrition humaine » du groupe de travail pérenne de « Nutrivigilance » ainsi que celles des groupes de travail (GT) thématiques rattachés au Ces. Une grande part des travaux est dévolue actuellement à la saisine PNNS relative à la révision des recommandations nutritionnelles intégrant les recommandations alimentaires et relative à l'activité physique. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'activité s'exerce au sein de l'unité d'évaluation des risques liés à la nutrition (DER). En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité, l'agent assure la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la nutrition.

Activités

Sous la responsabilité du chef d'unité, contribuer à la coordination des expertises en évaluation des risques nutritionnels à travers les actions suivantes :

- Prendre en charge des saisines et auto-saisines ;
- Piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective « Nutrition humaine » et des groupes de travail qui y sont rattachés,
- Vérifier la recevabilité scientifique des dossiers,
- Identifier les questions posées au CES, les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre,
- Fournir un appui scientifique à l'expertise,
- Organiser les réunions (CES, groupes de travail, autres …),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports),
- Gérer le produit de l'expertise de la validation par les CES jusqu'à la publication,
- Développer une expertise interne : (i) prendre en charge une saisine pouvant ne pas relever de l'expertise collective, en accord avec le président du CES et le chef d'unité concerné ; (ii) élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances …,
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information (publications scientifiques, enseignement, formations, rapport d'activité, interviews média tous supports, etc.),
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services compétents (SAJ, documentation…),
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité,
- Encadrer des stagiaires dans son domaine de compétence,
- Participer aux activités internationales de l'agence dans le champ de la nutrition.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Diplôme d'ingénieur ou master du domaine de la nutrition (au sens large : alimentation et/ou activité physique), prévention à la santé, biochimie des aliments, physiologie humaine, santé publique….

Expérience similaire : Débutant accepté

Compétences :

- Connaissance des grandes problématiques de nutrition et de sa réglementation,
- Aptitude au raisonnement scientifique,
- Capacité de synthèse et très bonnes aptitudes rédactionnelles,
- Réactivité et disponibilité,
- Facilité de contact, d'intégration et de travail en équipe,
- Maîtrise du recensement des données bibliographiques,
- Maîtrise de l'anglais scientifique, écrit et oral,
- Pratique des logiciels de bureautique,
- Compétences spécifiques en analyse de risques non indispensables mais appréciées,
- Compétences relatives au lien activité physique/santé non indispensables mais appréciées.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 avril 2014

Renseignements sur le poste : Irène MARGARITIS, chef d'unité (01 49 77 38 08, irini.margaritis@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) en indiquant la référence 2014-047 à recrutement@anses.fr.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
IRSTEA
24, avenue des Landais
63170 Aubière

Directeur(rice) de l'Unité de recherche Technologies et systèmes d'information pour les agrosystèmes

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste :
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Irstea, institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture est focalisé sur 3 défis sociétaux : la gestion durable des eaux et des territoires, les risques naturels et la qualité environnementale. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il comprend 1600 personnes sur 9 sites en France.
Forte d'une cinquantaine d'agents permanents et bien ancrée dans la dynamique régionale de recherche et d'innovation, l'Unité de recherche Technologies et systèmes d'information pour les agrosystèmes (TSCF) est implantée sur le site des Cézeaux et celui de Montoldre (03). Elle met en œuvre les thèmes de recherche INSPIRE (Innovations Technologiques pour l'Agriculture Durable et l'Environnement) et MOTIVE (Modèles, systèmes d'information et gestion viable de l'environnement) du département écotechnologies. Elle est membre du Laboratoire d'excellence IMobS^3 (Mobilité innovante) et de la Fédération des recherches en environnement avec les laboratoires desquels elle développe des partenariats scientifiques privilégiés. Elle contribue à la mise en relation de ses activités de recherche avec les besoins du secteur économique dans le cadre du Pôle de compétitivité Viaméca, et anime pour la France l'ERA-NET ICT-AGRI (coordination de la recherche européenne dans les domaines de l'Information-Communication et de la Robotique pour l'Agriculture et l'Environnement.).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Placé sous la responsabilité scientifique de la directrice du département Ecotechnologies et sous l'autorité hiérarchique du directeur du centre, vous avez la responsabilité générale de l'animation scientifique et du management de l'unité de recherche. Vous coordonnez l'élaboration et la mise en œuvre du projet quinquennal de l'unité en adéquation avec l'ambition et les priorités fixées par la stratégie de l'établissement.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Vos objectifs particuliers, au-delà des tâches générales d'animation scientifique et de management, sont les suivants :
- Développer et coordonner les partenariats entre les équipes de l'unité de recherche et avec d'autres unités du département Ecotechnologies.
- Initier de nouveaux projets de recherche en cohérence avec la politique scientifique de site (notamment le Laboratoire d'excellence IMobS^3 et la Fédération des recherches en environnement) et d'Etablissement.
- Favoriser la montée en puissance des jeunes scientifiques de l'UR en les accompagnant notamment vers l'HDR.
Au-delà de vos tâches de management, vous conduirez vos activités scientifiques propres au sein d'une des équipes, en lien avec vos compétences disciplinaires personnelles. À ce titre, vous encadrerez des doctorants et des postdoctorants, assurerez des missions d'enseignement, proposerez et coordonnerez des projets de recherche. Vous veillerez à occuper des positions stratégiques dans les réseaux locaux, nationaux ou internationaux de votre domaine disciplinaire.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Titulaire d'un doctorat, vous avez des aptitudes dans le domaine des sciences pour l'ingénieur.
- Fort d'une expérience d'encadrement dans la recherche, voire titulaire d'une HDR, vous disposez d'une reconnaissance avérée dans la communauté scientifique, confirmée par des publications d'excellent niveau.
- Vous disposez d'un réseau relationnel de haut niveau au plan national et international. Une connaissance des acteurs de la recherche en région serait un plus.</td><td>- Doté d'aptitudes et d'un goût pour le management et la direction de recherche, vous effectuez des tâches de programmation, de reportage et de gestion administrative et financière.
- Vous avez idéalement une expérience d'animation de groupe ou d'équipe de recherche et/ou de développement et de coordination de projet de recherche européen.
- Vous avez une capacité à intervenir en public en français et anglais.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Véronique Bellon-Maurel, Directrice du département écotechnologies - Tél. : 04.67.04.63.19
veronique.bellon@irstea.fr
Emmanuel Hugo, Directeur du centre de Clermont-Ferrand - Tél. : 04.73.44.06.07
emmanuel.hugo@irstea.fr
Vous êtes fonctionnaire : CV + lettre de motivation + informations sur votre corps/ grade/ échelon.
A renvoyer avant le 16 mai 2014 à l'adresse suivante: recrutement@irstea.fr.
Pour plus d'infos: www.irstea.fr rubrique "Nous rejoindre".</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires
Service des Relations Internationales

Adjoint(e) au Conseiller pour les affaires agricoles pour les pays de l'ASEAN, à Singapour

Prise de fonctions : septembre 2014
Catégorie A/A+

Dans le cadre du réseau agricole régalien à l'étranger, un adjoint au conseiller pour les affaires agricoles (CAA) est mis à disposition du service économique régional (SER) près l'Ambassade de France à Singapour par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF).

Zone d'activité régionale : les pays de l'ASEAN en particulier Thaïlande, Vietnam, Indonésie, Philippines**.**

Nature de l'activité :

L'adjoint comme le conseiller sous l'autorité duquel il est placé, ont pour missions communes :
- Une mission générale d'information et de veille pour le compte de l'État sur la situation des secteurs agricole et agroalimentaire des pays de l'ASEAN, et en matière de politiques agricole, alimentaire, forestière et de la pêche.
- Une mission générale de relais local des positions et démarches de l'État auprès des autorités locales et acteurs du secteur, mission d'information et de promotion du modèle agricole et alimentaire français, d'influence auprès des partenaires étrangers, de négociation des conditions d'accès au marché et d'accueil des délégations institutionnelles françaises.
- Une mission générale d'accompagnement de l'appui de l'État à la promotion des exportations.
- Une relation étroite avec la Représentation de l'Union européenne et les ambassades des États membres sur place, dans le but de faire progresser les dossiers d'intérêt commun (dialogue réglementaire et accès au marché notamment).

Par ailleurs, l'adjoint assiste le CAA pour l'ensemble de ses missions, en étant plus particulièrement chargé des dossiers sanitaires (compétences vétérinaire et phytosanitaire) et réglementaires. Il a en particulier pour tâches :
- De suivre les positions des autorités des pays de sa zone de compétence en matière de réglementation sanitaire et phytosanitaire (SPS), et d'en informer les autorités françaises en particulier le MAAF. Il devra à cette fin identifier les interlocuteurs pertinents et entretenir le réseau relationnel correspondant (y compris avec les collègues des ambassades des États membres de l'UE sur place).
- De préparer les négociations SPS avec les administrations compétentes et, le cas échéant, conduire ces négociations si elles sont bilatérales, ou prêter assistance à la Commission européenne.
- De faire connaître aux autorités des pays de sa zone de compétence les positions françaises, et de répondre aux besoins d'information et d'intervention auprès de ces autorités, notamment en période de crise.
- D'identifier et de proposer des actions bilatérales institutionnelles et d'en assurer le suivi et l'évaluation.
- De répondre aux sollicitations d'Ubifrance, de FranceAgriMer (FAM) et des services économiques portant sur les conditions SPS d'accès aux marchés de sa zone de compétence.
- De faciliter les relations entre les entreprises françaises du secteur de l'agroalimentaire et de l'élevage et leurs homologues des pays de sa zone de compétence (conseil en questions réglementaires entre autres…).
- D'appuyer les SE dans les pays de sa zone de compétence, pour le règlement des différends commerciaux pour des motifs sanitaires ou phytosanitaires.
- De suivre les aspects SPS des accords entre l'UE et les pays de la zone.

Qualités requises :
- Esprit d'initiative et de synthèse, rigueur, capacité à conduire des projets.
- Sens des contacts humains et des négociations internationales.
- Pratique de l'administration centrale et des relations européennes et internationales.
- Expérience confirmée dans les domaines vétérinaire et/ou phytosanitaire.
- Pratique indispensable de l'anglais.
- Autonomie en matière bureautique.

Durée de l'engagement : 3 ans

Personnes à contacter :

- Marie-Hélène LE HENAFF, Sous-Directrice des échanges internationaux à la DGPAAT - Tél. : 01.49.55.45.08
marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr
Loïc EVAIN, Sous-directeur en charge des affaires sanitaires européennes et internationales à la DGAL - Tél. : 01.49.55.81.20
loic.evain@agriculture.gouv.fr
Anne GAUTIER, Chef du Bureau des relations bilatérales – DGPAAT - Tél. : 01.49.55.45.64
anne.gautier@agriculture.gouv.fr

Une copie de la candidature est à adresser au plus tard le 9 mai 2014 à la DGPAAT, Bureau de la promotion et des échanges, à Colette BOURJOUX, mail : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr

ONCFS **02/04//2014**
Avis n° 14-103

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI
A pourvoir par voie de mutation interne, de détachement ou de mise à disposition, ou à défaut, de contrat à durée déterminée (3 ans)

Catégorie et grade	Filière technique - Personnel de conception (Catégorie A), ingénieur des travaux
Fonction	Chargé d'études et de développement (F/H)
Affectation	Délégation interrégionale Nord-est
Résidence administrative	Moulins-Lès-Metz (Moselle)

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office emploie près de 1700 agents ; il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).
Dans le cadre du Contrat d'objectifs et de la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, il est demandé à l'ONCFS de protéger et valoriser les espaces remarquables (enjeu 4).
La Délégation interrégionale Nord-est (DIRNE) composée:

- d'une Déléguée interrégionale et de son adjoint,
- d'une cellule administrative,
- d'une cellule technique couvrant les régions Alsace, Lorraine et Champagne Ardenne, chargée des actions de gestion, de valorisation, d'expertise, d'appui technique et d'études.
- de 10 services départementaux ONCFS.

Description de l'emploi

Sous l'autorité de la Déléguée interrégionale et de son adjoint, le chargé d'études et de développement participe à la déclinaison régionale des activités du contrat d'objectifs en matière d'études et de recherche appliquée à la gestion des espèces locales et de leurs habitats sur la région Champagne-Ardenne principalement.
L'agent travaille en lien de coordination fonctionnelle avec les chefs de service de police de l'environnement de l'ONCFS et l'équipe de la RNCFS du lac du Der.

Activités principales

➢ **Encadrer et coordonner l'ensemble des activités de gestion et d'étude sur la RNCFS du Lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny et des propriétés du Conservatoire du Littoral**

- Evaluer les deux plans de gestion du Lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny et les actualiser en un seul plan de gestion. Animer la concertation locale et rédiger les bilans et le plan de gestion.
- Animer les DOCOBs Natura 2000 intégrant la RNCFS (4 sites). Rédiger le contrat Natura (échéance fin 2014).Assurer le montage de dossiers administratifs, conventionnels et de gestion financière.
- Coordonner les études et les opérations de gestion dans le cadre du programme opérationnel annuel, en lien avec le conservateur de la réserve
- Coordonner la tenue des réunions du comité directeur de la réserve
- Animer les partenariats avec la LPO, le Conservatoire du Littoral, l'ONF, l'EPTB Seine Grands Lacs, le syndicat mixte d'aménagement touristique du Der, les FDC…

- **Participer aux programmes nationaux et locaux d'étude et de développement concernant en particulier le suivi de l'avifaune** (Travaux du Centre national d'études et de recherche appliquée avifaune migratrice, du Pôle étangs continentaux, Direction des actions territoriales…). **Valoriser les travaux de l'ONCFS** (réseaux nationaux, Direction des études et recherches).
  Dans ce cadre, assurer les fonctions de :
  - Correspondant(e) « avifaune » au sein de la cellule technique de la DIRNE et coordination des réseaux nationaux avifaune migratrice
  - Correspondante Agrifaune pour la région Champagne Ardenne
  - Correspondantes TVB et SRCE pour la Région Champagne Ardenne
- **Apporter expertise et conseil** aux administrations, aux services départementaux et aux partenaires de l'ONCFS, notamment tenant à l'avifaune et à leurs milieux.
- **Mener des actions de communication**
  Chargé de la « communication » interne et externe pour la DIRNE et de l'actualisation du site Internet

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Identifier et analyser les enjeux. Concevoir et suivre des programmes en lien avec la préservation de la biodiversité (suivi administratif – recherche de financements – gestion de fonds publics).	Sciences de la nature et de la biodiversité, de la gestion des espèces et de leurs habitats en particulier pour les oiseaux et les zones humides.
Animer des réunions avec pédagogie. Manager et encadrer des équipes.	Principes de gestion et réglementation cynégétique.
Solides capacités rédactionnelle et bonne expression orale.	Connaissances des politiques publiques, des acteurs de l'environnement et du monde cynégétique.
Compétence en conduite de projet et animation de partenariats.	La maitrise des outils de base en SIG et gestion de bases de données.
Travailler de façon autonome. Prendre des initiatives. Savoir rendre compte	Maitrise des outils de la chaine bureautique

Savoir-être : goût du dialogue et du travail en équipe, sens de l'organisation, réserve professionnelle.
Diplôme et qualifications : Diplôme de niveau I (Master II) ou équivalent en rapport avec le domaine de l'écologie ou de l'environnement.
Conditions particulières d'exercice :
- Disponibilité, déplacements fréquents sur l'inter région, travail possible les week-ends.

Personnes à contacter- Modalités pour déposer une candidature

- Obtenir des **renseignements** sur le poste :

Madame Catherine LHOTE, Déléguée interrégionale Nord-est (tél : 03 87 52 12 55 – 06 25 03 21 96)
Madame Blandine GUILLEMOT, titulaire actuelle du poste (tél : 06 82 75 04 68)

- Pour **candidater**

Les personnes intéressées devront adresser leur candidature **avant le 1er mai 2014**, terme de rigueur, à la Direction des ressources humaines, en indiquant le numéro du présent avis, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
- ou en **externe,** avec curriculum vitae détaillé, lettre de motivation et pour les candidatures via un détachement ou une mise à disposition, les trois dernières fiches d'évaluation.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant :

Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis avenue de Wagram
75017 PARIS

ONEMA
Office national de l'eau
et des milieux aquatiques

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Ingénieur d'appui aux politiques de l'eau (H/F)**
Affectation :	Délégation Interrégionale Nord-Ouest
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de l'Unité Appui Technique aux Politiques de l'Eau (par intérim le délégué interrégional adjoint)
Résidence administrative :	Compiègne (60200)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques : Direction générale, Délégations interrégionales et services départementaux.
La Délégation interrégionale Nord-Ouest (DIR 1) couvre le territoire de cinq régions administratives : Haute et Basse Normandie, Ile de France, Picardie et Nord Pas de Calais soit 18 départements. Ce territoire se situe au sein du périmètre des Agences de l'eau Artois Picardie et Seine Normandie dont il accueille par ailleurs les sièges.
La Délégation est composée de quatre unités thématiques :
Connaissance de l'état et des usages de l'eau et des milieux aquatiques,
Appui technique aux politiques de l'eau (ATPE),
Contrôle des Usages
Administration et logistique.
Elle compte en outre une annexe à Bourg Achard (27) et 12 services départementaux ou interdépartementaux, soit une quinzaine d'implantations géographiques.

Missions :

L'unité "ATPE" est chargée de l'appui technique et scientifique aux acteurs chargés d'élaborer les politiques de l'eau (DREAL, DDT…). En lien avec les services départementaux, elle porte l'expertise de l'Onema sur l'ensemble du territoire de la délégation dans le domaine de la protection et à la restauration des milieux aquatiques (continuité écologique, zones humides et hydromorphologie…). Elle assure en outre la coordination des contributions des délégations voisines à la planification et l'action territoriale du bassin Seine-Normandie. Dans ce contexte, l'ingénieur recruté sera plus particulièrement chargé de l'animation territoriale pour les sous-bassins des rivières Seine-amont et Vallées d'Oise.

Activités principales :

Sous l'autorité du chef d'unité, l'ingénieur APE assure la bonne concertation avec les partenaires régionaux (DREAL, délégations de l'AESN), et départementaux (DDT, MISE).
Chargé de la coordination du bassin Seine-Normandie, il fait le lien entre les DIR sur les projets concernant l'ensemble du bassin et assure la représentation de l'Onema auprès des instances techniques de bassin (Agence de l'eau et DREAL) pour ce qui concerne l'action territoriale ;
Il travaille en étroite collaboration avec les services départementaux (SD) et leurs partenaires pour la prise en compte des enjeux des milieux aquatiques dans les documents de planification et pour leur mise en œuvre (SDAGE, SAGE, programmes de mesures, PLAGEPOMI…) ;
Il rédige des avis techniques et expertises pour les services déconcentrés de l'Etat (DDT, DREAL) soit directement, soit en appui aux services départementaux de la DIR.
Il représente au besoin l'Onema et la délégation au sein de diverses instances techniques locales.

Relations liées au poste

Relations internes :

Ensemble des agents de la DIR et des SD/SID
Directions techniques et scientifiques du siège et plus particulièrement la Direction du contrôle des usages et de l'action territoriale,
Réseau des ingénieurs et techniciens appui aux politiques de l'eau

Relations externes :

Services de l'Etat : Préfecture, DREAL, DDT, MISE, VNF
Agence de l'eau : directions territoriales
Collectivités territoriales, Commissions locales de l'eau des SAGE
Bureaux d'étude, Maîtres d'ouvrages, associations
IRSTEA, INERIS, autres structures de recherche et réseau de personnes ressources identifiées

Profil recherché

Maitrise des sciences et techniques de l'environnement (biologie, écologie, hydrologie et hydromorphologie, génie écologique, …) ;
Connaissance juridiques et réglementaires relatives à la gestion et aux usages de l'eau ;
Connaissance des acteurs de l'eau et des services déconcentrés de l'Etat ;

Compétences et qualités requises

Savoir-faire opérationnel
Capacité à mobiliser les compétences techniques et juridiques ;
Capacité à animer un réseau de partenaires (interne et externe) ;
Capacité rédactionnelles et organisationnelles ;
Usage des systèmes d'information géographique
Titulaire du permis B.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DIR1/APE/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 8 mai 2014

Parcs nationaux de France

Appel à candidature

Webmanager

Poste de catégorie A, accessible en priorité pour un fonctionnaire titulaire de la fonction publique d'État ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement, à défaut pour un(e) non fonctionnaire par voie contractuelle.

Résidence administrative à Montpellier.

L'Établissement public « Parcs nationaux de France » (PNF) a été créé par la loi de 2006 réformant la politique française des parcs nationaux. Placé sous la tutelle du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, il apporte son appui technique et administratif aux parcs nationaux afin de faciliter leur fonctionnement, constituer un centre de ressources, d'appui et d'échanges de leurs savoirs et expériences, organiser leur représentation et leur communication communes pour les faire rayonner au plan national et international.
Cet appui prend plusieurs formes : assistance technique et administrative, animation de groupes thématiques, expertises, rassemblement de données concernant le patrimoine et l'activité des parcs, et création de services communs de gestion.
L'activité de PNF s'inscrit dans la perspective du projet de création de l'agence française pour la biodiversité.

I – Définition du poste

* Le (la) titulaire du poste est chargé (e) du projet de mutualisation technique (infrastructure commune) et graphique (maquette commune) pour les sites des dix établissements des parcs nationaux et de PNF. Les contenus éditoriaux seront assurés par chaque établissement.

A ce titre, il (elle) est en charge de la mise en place progressive de l'infrastructure commune, en intégrant les fonctionnalités nécessaires et l'arborescence commune. Il (elle) est chargé (e) de la maintenance des sites internet des dix parcs nationaux et de PNF.

Dans ce cadre, il (elle) :

- développe l'infrastructure et la maquette communes et la décline pour tous les établissements en fonction d'un phasage à définir et selon les besoins des établissements,
- propose les solutions techniques, les supports et outils les mieux adaptés aux besoins,
- pour chaque établissement, met en œuvre la solution retenue, en intégrant les contenus existants,
- accompagne les utilisateurs.

Pour le compte du travail collectif des parcs nationaux, il (elle) accompagne les utilisateurs sur les supports web (intranet, réseaux sociaux, GED, photothèques, sites thématiques et événementiels, etc.) en garantissant l'homogénéité de fonctionnement des différents espaces.

Il (elle) assure l'animation de la communication de PNF sur le web, en s'appuyant sur la stratégie de communication et contribue au schéma directeur du système d'Information des parcs nationaux de France pour le volet communication, en liaison avec le service système d'information.

* De manière opérationnelle, en liaison avec le chef du service communication, il (elle) :

- développe les outils techniques nécessaires selon le CMS retenu
- gère les espaces collaboratifs

Parcs nationaux de France | Château de La Valette • 1037 rue Jean-François Breton • 34090 Montpellier
Tél. +33 (0)4 67 52 55 23 • Fax :+33 (0)4 67 52 64 61
www.parcsnationaux.fr

- adapte les outils aux contraintes techniques,
- anime le réseau des correspondants web des parcs nationaux, et participe en tant que de besoin aux groupes de travail thématiques inter-parcs nationaux dans son domaine de compétence (communication, systèmes d'information),
- assure une veille technologique permanente,
- rédige les documents d'installation et d'exploitation des outils,
- rédige les contenus relatifs au collectif des parcs et à PNF en les adaptant à chaque support et aux différentes cibles en assurant la cohérence éditoriale et procède à la mise en ligne,
- développe et met en place des sites événementiels (pages statiques, formulaires dynamiques, etc.) en fonction des actualités,
- assure un suivi statistique mensuel des différents outils et supports web pour en dégager des pistes d'amélioration ou d'évolution,
- propose et met en place des procédures d'alimentation en contenus des différents supports,
- assure le respect de la charte graphique sur tous les supports dont il assure l'élaboration.

II - Autonomie du poste

Placé(e) sous l'autorité du chef du service Communication, le ou la Webmanager organise son travail pour garantir l'efficacité des missions qui lui sont confiées dans le respect de la réglementation.

Il est en lien opérationnel avec tous les services de PNF, en particulier avec le service « systèmes d'information » pour les développements informatiques dans son domaine d'activité.

Ses missions l'amènent à travailler en lien permanent avec les équipes des parcs nationaux. Il participe en tant que de besoin aux réunions des groupes de travail thématiques inter-parcs de PNF dans son domaine de compétence.

III - Profil souhaité

Compétences techniques

- Maîtrise dans le développement, la configuration et l'élaboration des CMS open source, notamment Drupal, EzPublish, Joomla
- Maîtrise pour le développement et l'adaptation de modules associés pour répondre aux besoins spécifiques
- Maîtrise des langages HTML, CSS, PHP
- Expérience en gestion de flux RSS
- Connaissance des bases de données type SQL
- Connaissance des outils Alfresco (GED) et Ajaris (photothèque)
- Aisance rédactionnelle
- Pratique de logiciels de graphisme et traitement des images tels que Photoshop, Illustrator

Compétences organisationnelles

- Gestion de projet, pilotage, reporting
- Travail en équipe et en réseau
- Savoir anticiper et analyser les besoins

Compétences relationnelles

- Sens de l'écoute et du travail collectif
- Grande rigueur et réactivité
- Adaptabilité

Permis B indispensable.

IV - Comment se porter candidat

Envoyer, avant le **10 juin 2014 à 12h00**, un dossier de candidature se composant d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae détaillé. **Le dossier devra être parvenu, dans ce délai de rigueur**, exclusivement par courrier adressé à :

Monsieur le Directeur
Parcs nationaux de France
Château de la Valette
1037, rue Jean-François Breton
34090 Montpellier

V - Modalité de sélection

La sélection des candidats se fera sur dossier, puis sur entretien avant le choix définitif.

VI - Informations complémentaires

Renseignements sur le poste auprès de Stephan Corporon, au 04.67.52.55.23.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée des suites données à son dossier.

Chargé(e) de mission Patrimoine culturel

Poste à temps plein de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques, et par mesure dérogatoire, aux contractuels.

Il est basé à Nice, au siège du Parc national.

Il est à pourvoir à compter du 15 juin 2014.

La date de clôture des candidatures est fixée au 3 mai 2014.

1. CADRE GÉNÉRAL DU POSTE

La Loi n°2006-436 du 14 avril 2006 a confié aux Parcs nationaux la mission de contribuer à la politique de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager et de soutenir et développer toutes les initiatives ayant pour objet leur connaissance et leur suivi.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte et de la Stratégie Scientifique du Parc national du Mercantour, le(la) chargé(e) de mission « Patrimoine culturel » favorise par ses missions la connaissance, la protection et la gestion des patrimoines, tout en contribuant à leur valorisation en les faisant connaître par des actions d'accueil des publics, de diffusion, d'animation et de médiation culturelle.

Sa mission principale consiste à assurer un rôle de coordination des travaux et projets ainsi que de l'ensemble des interlocuteurs et des partenaires compétents sur ces thématiques. Il veillera notamment à la qualité scientifique de l'action culturelle portée par l'établissement et en assurera le bon déroulement. Il s'attachera aussi à faire de l'action sur le patrimoine culturel un vecteur de lien entre l'établissement et les acteurs du territoire.

Rattachement : Dans un premier temps le/la chargé(e) de mission sera rattachée au service Connaissance et gestion des patrimoines. Une évolution du rattachement vers le service sensibilisation et valorisation du territoire est envisagée à moyen terme.

Encadrement : Chef de service.

Appui : Assistante du service.

Principaux interlocuteurs internes : équipes des services Connaissance et Gestion des Patrimoines (CGP) et Sensibilisation et valorisation du territoire (SVT), cellule Système d'Information, chefs de services territoriaux/secteurs et agents référents, chargé(e) de mission ingénierie financière, chargé(e) de mission charte.

Principaux interlocuteurs externes : services de l'État en charge de la thématique (DRAC PACA), collectivités territoriales (Conseil Général Alpes-Maritimes et Alpes-de-Haute-Provence, Région PACA), intercommunalités en charge de la thématique (Communautés des communes, Syndicat Mixte, Pays, Pays d'Art et d'Histoire), associations et Musées, homologues des autres espaces protégés français et internationaux, communes du territoire du Parc national.

2. MISSIONS

Le(a) chargé(e) de mission assure une mission de **conception et de coordination de l'action culturelle de l'établissement,** participe aux **actions de valorisation** et ponctuellement **à des actions de recherches et études** menées dans une perspective d'acquisition de connaissances, de protection et de diffusion des patrimoines :

- **Il(elle) conçoit et définit une stratégie d'action** à court, moyen et long terme, en étroite relation avec les missions menées par les autres services de l'établissement (le service Connaissance et Gestion des Patrimoines et le service Sensibilisation et Valorisation du Territoire) et en s'appuyant sur les instances consultatives du Parc (Conseil scientifique, Conseil économique, social et culturel).

- **Il(elle) coordonne ces actions avec les partenaires institutionnels, associatifs et scientifiques** concernés par les thématiques, par l'animation **d'un réseau « de partenaires et d'acteurs »** (comité de pilotage, groupe de travail etc). Plus largement, il propose des thèmes de réflexion et participe aux travaux du Conseil Scientifique du Parc national ainsi qu'à ceux du Conseil Économique, Social et Culturel. Il(elle) co-anime la commission « tourisme, culture » de ce dernier, et peut également être sollicité(e) dans le cadre des autres commissions.

- **Il(elle) assure une veille scientifique, administrative et réglementaire** (Codes du Patrimoine et de l'Environnement) autour de ces actions et ce tout au long des processus de réalisation. Il(elle) contribue à l'élaboration des avis et autorisations du Parc concernant le patrimoine culturel.

- **Il(elle) mène une mission d'ingénierie technique et financière** (projets de coopération et de partenariats, conventionnement, recherche de financements, suivi des demandes de subventions etc), pour le montage, la conduite et l'évaluation de projets en lien avec le patrimoine culturel et sa valorisation, notamment pour l'animation des territoires. Il travaille pour cela en lien avec les chargés de mission Ingénierie Financière et Charte de l'établissement, ainsi qu'avec les chefs de services territoriaux. Les actions développées s'inscrivent autant que possible dans le cadre de mise en œuvre de la charte (conventions d'application et contrats de partenariats).
- Il(elle) s'assure de la valorisation des actions conduites, tant à destination du territoire que vers les autres champs d'action du Parc (connaissance, sensibilisation...).

- **Il(elle) porte en interne à l'établissement une démarche de sensibilisation des personnels** au patrimoine culturel, notamment par l'animation d'un groupe thématique culture et en accompagnant la formation des agents de terrain.
  De la même manière, il(elle) entretient un lien privilégié avec les autres chargés de mission et techniciens impliqués dans l'acquisition de connaissances naturalistes notamment pour appréhender les relations entre milieux naturels, espèces et usages historiques ou actuels.

- De manière spécifique sur le site de la Vallée des Merveilles, **il(elle) coordonnera le système d'agrément des accompagnateurs** (notamment la mobilisation des formateurs), dont l'organisation matérielle est assurée par le ST Roya-Bévéra, définira la posture du Parc et pourra être amené(e) à s'impliquer sur des actions favorisant la connaissance, la gestion, la protection et la valorisation du site.

3. COMPETENCES REQUISES

3.1 Savoirs et connaissances techniques :

- Formation et/ou expérience dans le domaine du patrimoine culturel (protection, gestion, médiation, animation, valorisation) et dans le développement local (coordination et

animation de réseau, ingénierie et conduite de projets). Son expérience alliée à une bonne connaissance des enjeux et problématiques relatifs au patrimoine naturel et à l'environnement sera particulièrement prise en compte.

- Fonctionnement des établissements publics, des services de l'État et des collectivités et plus particulièrement des champs d'intervention portés par ces partenaires.

- Connaissance des lois et règlements dans les champs du patrimoine culturel (Code du Patrimoine) et plus largement à celui du patrimoine naturel propre aux espaces naturels protégés (Code de l'Environnement).

- Connaissance techniques spécifiques appréciées : technique de travaux et interventions patrimoniales notamment en milieu naturel, techniques de communication, d'enquêtes ou de documentation -photos, film, enregistrement.

3.2 Savoir-faire :

- Capacités à élaborer des propositions en matière de stratégie culturelle
- Montage et conduite de projet et maîtrise des procédures techniques, financières et administratives
- Aptitude à rendre compte et à identifier les besoins d'arbitrage stratégique par la rédaction de notes de synthèse
- Aptitude à respecter les délais impartis
- Capacité à travailler en équipe
- Italien parlé et lu, maîtrise de l'anglais appréciée
- Maîtriser les logiciels bureautiques classiques (open office)
- Être titulaire du permis de conduire B.

4. MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indice).

Les dossiers de candidature seront adressés par voie postale avant le 3 mai 2014.

Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement au siège du Parc du Mercantour durant le mois de mai 2014.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur Alain BRANDEIS
Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
CS 51 316
06006 Nice Cedex 1

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

Direction du Parc national : M. Brandeis ou Mme Merle
04 93 16 78 69 / 81